

BASE Sud Audois
(Bureau pour l'Action Solidaire dans l'Espace Sud Audois)
Région Languedoc-Roussillon

Données de cadrage :

149 communes / 41 489 habitants (RP 99)

Densité : 14% de la population du département pour 30% de sa superficie.

(« Qui sont les nouveaux résidents ? » Une étude démographique dans le Pays de la Haute Vallée de l'Aude (2003-2004))

Expérience :

- Contexte et enjeux pour le territoire, la structure :

Ce territoire rural est confronté à la dévitalisation : diminution de sa population malgré la vigueur du mouvement migratoire, fermeture des dernières entreprises de main d'œuvre (chapellerie, Myrys, Formica...), ouverture à d'autres formes de concurrence rendant le territoire facilement accessible, avec des conséquences telles que la hausse de l'immobilier et du foncier et la mutation des fonctions et des usages de ce territoire méditerranéen.

Dans ce contexte, le BASE Sud Audois s'est constitué en novembre 2000 comme plateforme associative pour apporter la contribution d'acteurs locaux engagés, depuis une vingtaine d'années, dans des activités de revitalisation culturelle, socio-économique et d'insertion pour un « mieux vivre ensemble ».

Ils ont décidé de « mettre en commun leurs compétences et leurs moyens pour consolider les solidarités actives à l'échelle du territoire de la Haute Vallée de l'Aude, améliorer l'impact d'une économie plus solidaire et d'un modèle de développement respectueux des personnes et des ressources naturelles » (art. 2).

À ce titre, ils mènent différentes activités : débat public et forum des initiatives, marchés de Noël de la solidarité (« des coups d'essai vers des coups de maître ») pour valoriser la production de personnes ayant la fibre créatrice en éveil, non inscrites au registre du commerce.

L'étude démographique a constitué l'une de ses principales activités en 2003/2004.

- Objectifs :

Faire des propositions en apportant une connaissance actualisée du phénomène.

Des études antérieures (1988 et 1992) ont déjà révélé l'importance du phénomène migratoire. Il s'agit donc de comprendre son évolution récente, d'en mesurer les conséquences économiques et sociales, de comprendre les problèmes rencontrés par les maires et autres responsables locaux, leur représentation de la migration, ainsi que motivations et problèmes des personnes qui font le choix de vivre dans le Sud Audois.

- Publics visés :

Les habitants pour faire remonter l'expression de leurs besoins et de leurs aspirations. Les décideurs politiques et les techniciens pour faciliter la prise de décision en termes de services locaux, infrastructures, activités et accueil.

Les partenaires associés :

Le BASE Sud Audois agit, dans le cadre de la mise en place du Pays, avec un mandat du Syndicat mixte de la Vallée de l'Aude et des Pyrénées audoises. La délibération du 15 mai

2002 reconnaît « son apport aux réflexions et à l'élaboration de la Charte de Pays dans la définition d'un développement équilibré et durable » et « son intérêt comme composante significative du développement du Pays face aux mutations industrielles en cours ».

Les outils, les financements mis en œuvre, le budget de l'opération

Une convention territoriale de promotion de l'économie sociale et solidaire a été signée pour 3 ans, financée par l'Etat (DIES, via Préfecture de Région), le FEDER, le CG 11, et par autofinancement. Le budget de réalisation de l'action est d'environ 35 000 €, couvrant la rémunération et les frais du chargé d'étude, d'une enquêtrice et d'une partie du temps passé par les membres de l'équipe du BASE Sud Audois.

À signaler les difficultés que crée l'interruption actuelle du financement pour l'expérimentation. En 2004/2005, les moyens restant sont entièrement consacrés à la réalisation d'un annuaire des initiatives locales qui portent un enjeu de solidarité territoriale, socio-économique, culturelle ... au détriment des autres aspects de l'activité envisagée initialement.

Les éléments pilote de la démarche (partenariat, démarche ...)

L'étude a été confiée à Jean-Guy Ubiergo (SEGESA). Elle s'est donnée un cadre pour concilier conduite scientifique (investigation, collecte et traitement des données) et implication de membres du BASE Sud Audois tant pour la définition que la réalisation des objectifs. Cette façon de procéder a dégagé une compréhension approfondie de la vie du territoire et favorisé la prise de conscience d'un phénomène qui reste largement méconnu.

L'avancée en trois étapes a été importante pour la qualité des résultats : tout d'abord l'exploitation des données statistiques (recensements de la population de 75 à 99) avec analyse multi-critères ; puis l'approche du terrain par enquête auprès d'un échantillon représentatif (entretiens avec des maires) et enregistrement des nouveaux résidents depuis dix ans (1697 personnes dans les 25 communes/échantillon); enfin des entretiens auprès d'un panel de migrants.

Ces rencontres ont créé l'occasion de réaliser des photos de ces lieux en mutation et des portraits d'adoptifs et de natifs de la Haute Vallée de l'Aude.

Les résultats de l'étude ont été présentés publiquement à diverses étapes de la réalisation, ainsi qu'à sa conclusion, le 20 février 2004 à Quillan, en présence d'environ cent vingt personnes, élus, simples citoyens, responsables d'associations, techniciens de collectivités. Depuis lors, le BASE Sud Audois s'est rendu disponible pour des restitutions publiques, notamment aux communes de l'enquête, au service public de l'emploi de l'Aude, au conseil général.

L'étude ainsi que « le kit de restitution » sont disponibles sur le site du Pays de la Haute Vallée de l'Aude (www.payshva.org) et celui de la DRTEFP Languedoc-Roussillon.

Les résultats (quantitatifs et qualitatifs)

Quelques chiffres qui bousculent les idées en vigueur :

- 30% des habitants n'étaient pas là il y a 10 ans. Les nouveaux résidents contribuent de façon déterminante au maintien du solde démographique, même si la diminution du nombre d'habitants n'est pas stoppée.
- Les migrants sont, pour 54%, des actifs avec emploi, taux supérieur au taux moyen de la Haute Vallée de l'Aude dans son ensemble qui est de 42% (extrapolation 2003).
- La part des moins de vingt ans est de 28% alors qu'ils sont 22% pour la HVA.
- La proportion de chômage est sensiblement identique : 22% de l'échantillon et 20% pour

la HVA. On assiste à une augmentation de la population en chômage dans toute la Haute

Vallée pour la même période.

- L'aire d'attraction est principalement méditerranéenne (70% des nouveaux résidents). La « visibilité » du phénomène et l'évolution très rapide de ces dernières années surévalue souvent les résidents de l'Union européenne. Référés aux études antérieures, les résultats marquent même une légère diminution : les étrangers passent de 18% des migrants (68/85), idem (82/90) à 15% (93/03).

Quelques éléments du diagnostic :

- Les entretiens en mairies témoignent d'une forte demande de logement et une pression financière sur le foncier, bâti et non bâti, d'une urbanisation diffuse et d'approches communales très différentes. Dans l'ensemble les nouveaux résidents sont perçus isolément. La question de l'accueil n'est pas abordée dans la perspective du bon usage « des ressources humaines » du Pays pris dans son ensemble. Pourtant leur installation signifie une transformation des activités et des métiers dans le milieu rural (accueil et services touristiques, artisanat, loisirs).
- La migration, un choix volontaire de qualité de vie qui développe des capacités personnelles de prise de risque, ténacité, autonomie, francophilie, se traduit souvent par l'investissement d'un capital ou d'un pouvoir d'achat sur place. Les activités créées ou envisagées sont souvent liées au tourisme et à l'accueil en milieu rural, moins souvent qu'avant à un choix d'activité agricole. La majorité déplore un déficit d'information à leur arrivée. Sans moyens financiers, sans pouvoir d'achat au départ, c'est plus difficile aujourd'hui qu'il y a 10 ans de réussir une installation économiquement viable.
- Les relations, même informelles, le réseau social sont essentiels pour réussir une installation et engagent à l'organisation des solidarités : réseaux professionnels à des distances parfois lointaines sur un mode spécialisé (salons, foires, sites internet...) et relations nouvelles sur place pour résoudre les problèmes du quotidien comme la garde d'enfants, les transports, la recherche d'un logement, le partage des idées, le plaisir des rencontres, une vision alternative, contribuant à renouveler les services proposés localement et la vie culturelle. L'absence de relation ou de réseau peut être à l'origine d'un « redépart ».

CONTACTS :

Suzanne Mélix au siège (C/O ESPERE, 7 rue Gambetta – 11260 ESPERAZA). Permanence téléphonique Martine Théveniaut : 04 68 69 92 88.